MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

* * *

CONVENTION DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC AYANT POUR OBJET L'EXPLOITATION DU RÉSEAU DE TRANSPORT PUBLIC AIX-EN-BUS ET L'EXPLOITATION ET LE GARDIENNAGE DE PARCS RELAIS

Avenant n° 9

ENTRE :

- **La Métropole Aix-Marseille Provence**, ayant son siège administratif sis au Palais du Pharo, 58 boulevard Charles-Livon – 13007 Marseille et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Claude GAUDIN, dûment habilité par délibération en date du 17 mars 2016, rendue exécutoire par sa transmission en Préfecture des Bouches du Rhône.

Ci-après, dénommée « **la Métropole** » ou « **l'Autorité Délégante** »

D'UNE PART,

- **La société Keolis Pays d'Aix**, société à responsabilité limitée, au capital de 8.610.060 euros, dont le siège social est situé 100 rue Richard Trevithick – CS 90590 – 13594 Aix-en-Provence Cedex 3, inscrite au Registre du commerce d'Aix-en-Provence, sous le numéro 533 545 794, représentée par Madame Laurence EYMIEU, en qualité de Gérante.

Ci-après, dénommée « **Keolis Pays d'Aix** » ou « **le Déléataire** »

D'AUTRE PART,

Ci-ensemble désignées individuellement « **la Partie** » ou collectivement « **les Parties** ».

PREAMBULE

Par une convention de délégation de service public conclue le 29 juillet 2011 (ci-après, « **la Convention de Délégation de Service Public** »), la Communauté du Pays d'Aix, dans les droits et obligations de laquelle la Métropole d'Aix-Marseille Provence s'est substituée depuis le 1^{er} janvier 2016, a confié, à Keolis Pays d'Aix, l'exploitation du réseau de transport public Aix-en-Bus ainsi que l'exploitation et le gardiennage de parcs relais.

Conséquences de l'intégration au réseau du projet BHNS

Aux termes de l'article 2 de cette Convention de Délégation de Service Public, celle-ci a été conclue « *pour une durée de 8 ans, soit à compter du 1^{er} janvier 2012 et jusqu'au 31 décembre 2019, sous réserve des dispositions du titre VIII de la présente convention* » ; étant précisé que le titre VIII de la Convention de Délégation de Service Public traite des conditions de résiliation, déchéance et autres modalités d'expiration de la convention.

En ce sens, l'article 46 de la Convention de Délégation de Service Public a pour objet de rappeler que l'Autorité Délégante bénéficie de la possibilité de résilier unilatéralement et à tout moment la Convention, pour tout motif d'intérêt général et détermine les conséquences d'une telle décision de résiliation.

En cours d'exécution de la Convention de Délégation de Service Public, l'Autorité Délégante a souhaité intégrer, dans son réseau Aix-en-Bus, des lignes à haut niveau de service en vue d'une mise en exploitation en septembre 2019 (ci-après, « **le projet BHNS** »), ce qui a conduit les Parties à engager des réflexions sur les conditions dans lesquelles un tel projet pourrait être mis en œuvre dans le cadre de la Convention de Délégation de Service Public existante, conformément aux dispositions de l'article 51 de la convention.

Ces réflexions ont abouti au fait qu'il n'était juridiquement pas envisageable de confier au Déléataire, dans le cadre de sa Convention de Délégation de Service Public, l'acquisition des véhicules affectés aux lignes à haut niveau de service, ni l'exploitation de ces lignes (en ce compris la marche à blanc du BHNS).

Les parties sont donc convenues que l'actuelle convention de DSP ne pourrait être le véhicule juridique permettant à la collectivité :

- de procéder à l'acquisition des véhicules nécessaires au projet BHNS (Phase 2) ;
- d'exploiter ce nouveau service (Phase 3).

En effet, la modification de cette convention n'est pas susceptible d'intervenir sans nouvelle procédure de mise en concurrence, dans les conditions prévues par l'article 36 du décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016 relatif aux contrats de concession, applicable aux contrats en cours. Notamment, si le 1° de cet article admet la modification même substantielle du contrat de concession lorsque cette modification a été prévue au contrat initial sous la forme d'une clause de réexamen, il exige que cette clause :

- Soit « claire, précise et sans équivoque » ;

Ce qui implique que le champ d'application et la nature des envisageables ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage soient précisés.

Il convient de relever à cet égard, que la clause d'adaptation figurant à l'article 51 du contrat, si elle prévoit de manière claire les motifs dans le cadre desquels les parties conviennent de

se «rencontrer », ne dispose en aucune manière ni la nature exacte des modifications susceptibles d'être apportées à la convention, ni les conditions notamment financières dans lesquelles les modifications interviendront, ni de manière non équivoque leur champ d'application.

Les modifications du contrat en cours qui résulteraient de l'intégration du BHNS, dont on ne peut considérer qu'elles constituent la mise en œuvre d'une option claire ou d'une clause de réexamen suffisamment précise, devront en outre être prises en compte dans le calcul du montant des augmentations de la rémunération du délégataire, qui s'établit déjà, au titre de l'avenant n° 8 à 13,44% et dépasse le seuil de 10% prévu par le 6° de l'article 36 du décret du 1^{er} février 2016.

Ce dernier avenant conclu le 3 juillet 2017 prend en compte les impacts des travaux de réalisation du projet BHNS sur le réseau exploité par le Délégataire, jusqu'à la date théorique du 31 mars 2019 étudiée dans le cadre du principe d'une fin anticipée de l'actuelle convention.

La modification de la consistance des services et l'impossibilité de modifier le contrat sans nouvelle procédure de publicité et de mise en concurrence sont ce faisant de nature à conduire l'autorité délégante à envisager l'hypothèse d'une résiliation de la Convention de Délégation de Service Public pour un motif d'intérêt général, conformément à l'article 55 de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016.

Eu égard à la volonté de la Métropole de mettre en œuvre un nouveau réseau restructuré autour de lignes à haut niveau de service et à l'issue de plusieurs échanges et d'une rencontre entre les Parties, ces dernières sont finalement convenues de conclure le présent avenant qui a pour objet d'acter du principe de cette éventuelle résiliation pour motif d'intérêt général et de fixer la méthodologie à retenir pour en tirer toutes les conséquences pour les Parties, notamment financières.

Dans l'hypothèse où l'autorité délégante prendrait ultérieurement la décision de procéder à la résiliation du contrat, les Parties conviennent d'ores et déjà de conclure un nouvel avenant tirant les conséquences définitives de la décision de résiliation selon le préavis notifié, sur la base de la méthode retenue au titre du présent avenant.

Modifications apportées au contrat

En parallèle, les Parties sont également convenues de plusieurs modifications tenant à l'ajustement de l'offre commerciale, à la mise en place d'un dispositif pic de pollution, au câblage billettique des véhicules, à la mise en place de la tarification métropolitaine. Les conséquences financières de ces modifications sont prises en compte par le présent avenant.

CECI ETANT RAPPELÉ, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet

Le présent avenant a pour objet :

- D'acter du principe d'une éventuelle décision de résiliation de la Convention de Délégation de Service Public prise par l'Autorité Délégante, pour un motif d'intérêt général ;
- D'établir la méthodologie permettant de déterminer les conséquences patrimoniales, financières, techniques, humaines de cette décision de résiliation pour les Parties et notamment et d'arrêter les différents postes d'indemnisation due au Délégué.
- Le présent avenant traite également des conséquences financières liées aux points suivants :
 - Ajustement de l'offre commerciale ;
 - Dispositif pic de pollution ;
 - Câblage billettique des véhicules ;
 - Impact de la mise en place de la tarification métropolitaine.
 - Création de nouveaux produits dans la gamme tarifaire

ARTICLE 2 : Délai de prévenance

Conformément aux dispositions de l'article 46 de la Convention, l'autorité peut résilier unilatéralement le présent contrat à tout moment au cours de son exécution, pour un motif d'intérêt général, après un préavis de 9 mois.

Les Parties s'accordent pour porter ce délai à 12 mois.

ARTICLE 3 : Conséquences de l'éventuelle résiliation pour motif d'intérêt général de la Convention de Délégation de Service Public

Les Parties s'engagent réciproquement à respecter les principes suivants :

3.1 S'agissant des biens

Conformément aux stipulations de l'article 46.1 de la Convention de Délégation de Service Public et à la jurisprudence administrative applicable en la matière, l'Autorité Délégante s'engage à indemniser le Délégué au titre des éléments suivants :

- **Retour anticipé des biens figurant dans l'inventaire A (annexe 14 à la Convention) dans le patrimoine de l'Autorité Délégante** : l'ensemble des biens figurant dans l'inventaire A de la Convention de Délégation de Service Public (c'est-à-dire, au principal, le dépôt construit par le Délégué ainsi que ses équipements indissociables) font retour à l'Autorité Délégante en bon état d'entretien et de fonctionnement, compte tenu de leur ancienneté. L'Autorité Délégante s'engage à verser à ce titre au Délégué, une somme correspondant à la valeur non amortie des biens figurant dans l'inventaire A réalisés ou acquis par le délégué.

Les autres biens de retour listés à l'inventaire A dont la valeur est amortie à la date du présent avenant tiendra lieu de base aux inventaires physiques et états des lieux prévus avant la date d'effet de la résiliation.

- **Sort des biens du Déléataire figurant à l'inventaire B hors matériels roulants visés au 3.2 et des biens ne figurant ni à l'inventaire A ni à l'inventaire B de la Convention de Délégation de Service public:**

S'agissant des biens matériels et le cas échéant immatériels concourant à l'exploitation du réseau Aix-en-Bus et à la continuité du service public et figurant à l'inventaire B de la Convention de Délégation de Service Public, ou ne figurant ni à l'inventaire A ni à l'inventaire B :

L'Autorité Délégante s'engage à reprendre ou à faire reprendre par le futur exploitant du réseau Aix-en-bus les biens dits de reprise tirés d'une liste arrêtée d'un commun accord.

La liste de ces biens et leur Valeur Nette Comptable est établie contradictoirement entre les Parties le 30 novembre 2017 au plus tard.

La liste de ces biens sera jointe au dossier de la consultation qui sera lancée par l'Autorité Délégante en vue de l'attribution du nouveau contrat d'exploitation du réseau Aix-en-Bus, elle sera mise à jour par le Déléataire sur simple demande de l'Autorité délégante.

La liste de ces biens sera en outre, dans tous les cas, mise à jour et jointe au contrat conclu éventuellement entre le déléataire sortant, le futur exploitant désigné à l'issue de la procédure de renouvellement du contrat d'exploitation et l'autorité délégante (protocole de transfert tri-partite).

- **Inventaire physique et état des lieux des biens de retour et des biens de reprise**

Les Parties conviennent d'établir contradictoirement, dans un délai de 3 mois précédant la date d'expiration du contrat, un inventaire et un état des lieux de sortie des biens faisant retour à l'Autorité Délégante ou désignés biens de reprise. Cet inventaire est à la fois qualitatif et quantitatif et précise notamment l'état des biens compte-tenu de leur âge, de leur destination et de leur usage.

En cas de désaccord sur cet inventaire les dispositions de l'article 46 s'appliquent en ce qui concerne la désignation d'un expert d'un commun accord entre les parties et le partage à parts égales des frais induits.

Le Déléataire effectue, à ses frais, dans les deux mois suivant l'établissement de l'inventaire susvisé, la totalité des travaux nécessaires à la remise en état des biens en cas de mauvais entretien dûment constaté.

Les remises en état résiduelles qui n'auraient pu être effectuées dans ce délai de deux mois seront réglées dans le cadre du protocole de transfert.

3.2 S'agissant des matériels roulants

La majeure partie des matériels roulants opérant les lignes du réseau Aix-en-Bus fait l'objet de contrats de location avec option d'achat conclus par le Déléataire pour la durée initiale de la Convention de Délégation de Service Public (soit jusqu'au 31 décembre 2019).

Une partie de ces matériels roulants est la propriété du Délégataire.

Certains véhicules sont enfin propriété des sous-traitants du délégataire.

L'inventaire comptable de l'ensemble de ces matériels roulants à la date du présent avenant sera mis à jour et figurera en annexe de l'avenant à passer entre les Parties selon le calendrier d'une éventuelle résiliation anticipée de la Convention de Délégation de service public.

En application du présent avenant, les Parties sont convenues que la reprise des matériels roulants s'effectuera dans les conditions suivantes :

3.2.1 Rachat par le nouvel exploitant des matériels roulants propriété du délégataire et cession des contrats de location des matériels roulants au nouvel exploitant du réseau

Après étude concertée de différentes options, les engagements réciproques suivants sont pris :

Après s'être assurée dans les conditions de l'article 3.2.3 que les matériels roulants à reprendre sont en bon état l'Autorité Délégante s'engage à imposer au nouvel exploitant qu'il reprenne les matériels roulants acquis par le délégataire ainsi que les contrats de location de longue durée restant à courir après avoir obtenu l'agrément des bailleurs.

La liste des matériels roulants visés par cette obligation aura été arrêtée d'un commun accord entre les parties à la présente convention.

La valeur de reprise des matériels roulants propriété du délégataire est établie, selon l'état constaté de chaque véhicule lors de l'inventaire physique prévu à l'article 3.2.3. suivant, conformément à la grille de vétusté du délégataire sortant, lorsque celle-ci est plus avantageuse pour l'Autorité Délégante que la valeur Argus. En tout état de cause, la valeur de reprise des matériels roulants propriété du délégataire listés d'un commun accord est établie véhicule par véhicule. Le matériel embarqué de ces matériels roulants hors inventaire A est repris à la valeur nette comptable.

Après avoir obtenu l'accord et les conditions écrites de ses bailleurs le Délégataire s'engage d'autre part, à céder au futur exploitant reprenneur, les contrats de location des matériels roulants avec option d'achat, restant à courir à la date communiquée au délégataire dans le préavis de résiliation.

Les frais liés à l'émission de nouveaux certificats d'immatriculation des matériels roulants sont estimés à 1000€/HT par véhicule, il sont mis à la charge de l'Autorité délégante compte tenu de l'obligation faite au nouvel exploitant de la reprise des matériels roulants acquis par le délégataire et de l'obligation de reprise des contrats LLD en cours au terme anticipé de la convention.

Les conséquences financières détaillées véhicule par véhicule, de la mise en œuvre de cette reprise et du transfert des contrats seront annexées à l'avenant à passer entre les Parties après résiliation anticipée de la convention.

Dans le mois suivant la notification du nouveau contrat d'exploitation par l'Autorité délégante, le Délégataire sortant adresse une facture à l'Autorité Délégante portant sur le paiement des sommes afférentes aux frais liés à l'émission des nouvelles cartes grises. Cette facture mentionnera le délai de paiement stipulé à l'article 3.6 suivant.

Le délégataire s'engage à appliquer au protocole de transfert qui sera conclu avec le nouvel exploitant au terme de la présente convention, l'intégralité des montants arrêtés en application de l'article 3.2.1 et/ou de l'article 3.2.2

3.2.2 Clause de sauvegarde prévoyant la sous-location des véhicules non- propriété du Délégué au futur exploitant du réseau

Dans l'hypothèse où l'organisme de financement loueur ne donnerait pas son agrément à l'opération de cession des contrats de location avec option d'achat au nouvel exploitant repreneur, le Délégué s'engage à louer à ce dernier les matériels roulants sous contrats et affectés à l'exploitation du réseau de la date d'effet de la résiliation au 31 décembre 2019, à des conditions financières identiques à celles convenues avec ses bailleurs.

L'Autorité Délégante s'engage à prévoir, dans la future convention d'exploitation du réseau Aix-en-Bus, l'obligation pour le nouvel exploitant d'accéder à la sous-location des véhicules susvisés dans les conditions qui précèdent.

3.2.3 Inventaire contradictoire et état des lieux des matériels roulants

En tout état de cause les Parties conviennent d'établir contradictoirement, dans les trois mois précédant la date de prise d'effet de la résiliation un inventaire des matériels roulants affectés à l'exploitation du réseau Aix-en-Bus. Cet inventaire est à la fois qualitatif et quantitatif et précise notamment l'état des biens compte-tenu de leur âge, de leur destination et de leur usage.

L'inventaire complet et le procès-verbal de l'état des lieux sont réalisés avec l'assistance de l'expert missionné par l'Autorité délégante qui en assume les frais, le délégataire s'obligeant à donner accès à l'Autorité délégante ou au représentant qu'elle mandate, aux audits, carnets ou fiches d'entretien et/ou au matériel visé par le présent article.

Le Délégué effectue en outre, à ses frais, dans les deux mois suivant l'établissement de l'inventaire susvisé et avant la prise d'effet de la résiliation la totalité des travaux nécessaires à la remise en état des matériels roulants en cas de mauvais entretien dûment constaté.

Les remises en état résiduelles qui n'auraient pu être réalisées dans ce délai de deux mois seront réglées dans le cadre du protocole de transfert.

3.3 S'agissant des sous-contrats conclus par le Délégué hors matériels roulants

3.3.1. Résiliation des sous-contrats

Sous réserve des stipulations de l'article 3.3.2 et dans la mesure où l'Autorité Délégante se conforme au délai de prévenance prévu à l'article 2, le délégataire s'engage à résilier à la date communiquée par l'autorité délégante dans son préavis et sans indemnité, l'ensemble des contrats et sous-contrats conclus avec des tiers à l'exception des contrats de sous-traitance qui sont régis par l'article 14 de la convention. En conséquence l'Autorité Délégante n'aura à supporter aucune indemnité de résiliation de ces contrats.

Dans l'hypothèse toutefois où l'autorité délégante ne respecterait pas le délai de prévenance prévu à l'article 2 et où le délégataire devrait indemniser ses co-contractants (hors sous-traitants) du fait de la résiliation anticipée de leurs contrats, ces indemnités de résiliation seront prises en charge par l'autorité délégante.

3.3.2. Cas particuliers

S'agissant des contrats de location des véhicules de service conclus entre le Délégué et la société ALD, les Parties ont été informées que sur les 34 contrats concernés une grande partie d'entre eux aura déjà expiré avant le terme anticipé, tandis qu'une partie sera toujours en vigueur à une date antérieure au terme normal de la convention.

La liste de l'ensemble de ces contrats ALD et de leurs dates d'échéance sera annexée à l'avenant à passer entre les Parties.

L'Autorité Déléguée s'engage à verser au Délégué une somme correspondant au montant des loyers restant dus au profit de la société ALD pour les mois restant à courir entre la date communiquée par l'Autorité déléguée dans son préavis et le 31 décembre 2019. Le détail de cette somme figurera véhicule par véhicule en annexe de l'avenant à passer entre les Parties.

S'agissant des contrats passés avec les usagers (Titres et abonnements souscrits avant la date de résiliation mais valables au-delà), la résiliation anticipée de la Convention de Délégation de service public ne met pas fin aux contrats en cours qui se poursuivent entre le futur exploitant et les usagers.

3.4 S'agissant du personnel

Pour rappel, le personnel est rattaché à la convention collective nationale « Réseaux de Transports Publics Urbains de Voyageurs ».

Conformément aux stipulations de l'article 48.2 de la Convention de Délégation de Service Public, l'opérateur qui assurera la poursuite de l'exploitation du réseau de transport public Aix-en-Bus reprendra les contrats de travail des personnels du Délégué dans le cadre de l'application des dispositions de l'article L. 1224-1 du Code du Travail

3.5 Indemnité de résiliation

L'Autorité Déléguée verse au Délégué une indemnité couvrant l'intégralité du préjudice subi par ce dernier du fait de la résiliation de la Convention de Délégation de Service Public.

Par dérogation à l'article 46 de la Convention de Délégation de service public qui prévoit la désignation d'un expert indépendant, les Parties s'accordent sur le fait que le montant de cette indemnité correspond au montant de l'assistance technique qui sera facturée par Keolis SA au Délégué en raison des dépenses afférentes qui ont été amorties et lissées sur la durée initiale du contrat et qui comprennent en sus les sujétions particulières induites par la fin anticipée du contrat.

Ce montant recouvre, plus particulièrement, les prestations suivantes :

- Assistance juridique et fiscale de Keolis SA au titre de l'examen des actes juridiques, contrats et conventions à conclure par Keolis Pays d'Aix,
- Conseil, études dans le cadre des évolutions et ajustements d'offre commerciale ;
- Assistance de Keolis SA en matière de paye et de comptabilité pour le compte de Keolis Pays d'Aix.

Les justificatifs et le détail des sommes dues par l'Autorité Délégante figureront en annexe de l'avenant à passer.

A ce montant pourra s'ajouter le remboursement de l'indemnité payable au titre de la résiliation des contrats mentionnés à l'article 3.3.2

3.6 Délai et modalités de paiement des sommes dues par l'Autorité Délégante au Déléataire

L'article 46.2 de la Convention de Délégation de Service Public prévoit que les sommes dues au Déléataire en cas de résiliation pour motif d'intérêt général de la Convention de Délégation de Service Public sont versées au plus tard dans un délai de six mois suivant la date d'effet de la résiliation.

Toutefois, en respect des dispositions en vigueur, relatives à la lutte contre le retard dans les délais de paiement, établies pour l'ensemble des contrats de la commande publique, les sommes susvisées seront payées dans un délai maximum de 30 jours à compter de la réception des factures et justificatifs afférents, le cas échéant mis à jour selon inventaires physique et comptable.

Les factures ne pourront être adressés à l'Autorité Délégante que postérieurement à la date de prise d'effet de la résiliation.

ARTICLE 4 : Impact sur la contribution financière

La décision de résiliation de la Convention de Délégation de Service Public aura un impact sur l'engagement de recettes et sur l'engagement de charges du Déléataire qui sera calculé pour l'année 2019, en application des principes retenus dans le cadre du présent avenant.

ARTICLE 5 : Ajustements de l'offre commerciale

Les modifications d'offres sont résumées ci-dessous.

- **Modifications pérennes au 4 septembre 2017 jusqu'au 31 mars 2019 :**
 - Ligne 15 :

Le départ supplémentaire mis en place le matin entre le 27 février 2017 et le 1er juillet 2017 (voir avenant 8) depuis le centre-ville à l'arrêt Belges entre 7h45 et 8h30 afin d'offrir une meilleure fréquence est pérennisé.

Impact unités d'œuvre :

Le tableau ci-dessous synthétise l'impact des différentes modifications d'offre sur les kilomètres commerciaux prévisionnels de l'annexe 19 de la Convention de Délégation de Service Public.

	2016	2017	2018	2019	Cumul
Kilomètres commerciaux avt 5 Réf contractuel Art 13	6 101 602	6 101 602	6 101 602	6 101 602	24 406 408
Impact km com offre Sept 2015 (avenant 6)	60 702	60 702	60 702	60 702	242 808
Impact km com offre 2016 (avenant 7)	60 704	182 023	149 011	115 999	507 737
Impact km com 2016/2017 hors création de lignes (avenant 8)	-1 617	-50 377	-114 883	-114 883	-281 760
Impact km com création lignes 16/16S (avenant 8)	0	29 311	90 728	90 728	210 768
Impact km com ligne 15 (Avenant 9)		1 228	3 683	921	5 831
Impact km com totaux	119 789	222 887	189 242	153 467	685 385
Augmentation Km com vs avenant 5	1,96%	3,65%	3,10%	2,52%	2,81%

Le tableau ci-dessous résume l'impact des différentes modifications d'offres en termes de véhicules en exploitation au 31 décembre de l'année considérée.

	2017	2018	2019
Impact nombre de véhicules affectés	1	1	1

Impacts financiers :

L'impact de cette modification est proportionnel à celui de l'avenant 7. Les coûts unitaires appliqués ont été reproduits pour la période du 4 septembre 2017 au 31 mars 2019. Le tableau ci-dessous synthétise les impacts sur la contribution forfaitaire versée au Délégué :

	2017	2018	2019
CF modifications ligne 15	14 176	42 527	10 632

ARTICLE 6 : Dispositif préfectoral en cas de pic de pollution de l'air

En complément des mesures structurelles prévues dans les plans de protection de l'atmosphère (PPA), les préfets de département peuvent mettre en œuvre, lors d'épisodes de pollution de l'air ambiant constatés ou prévus, des mesures destinées à limiter l'exposition de la population voire imposer des restrictions d'activité en cas de dépassement du seuil d'alerte (mesures d'urgence) en application des dispositions du code de l'environnement.

Deux seuils d'action sont prévus :

- Seuil d'information et de recommandation : « niveau au-delà duquel une exposition de courte durée présente un risque pour la santé humaine de groupes particulièrement sensibles au sein de la population et qui rend nécessaire l'émission d'informations immédiates et adéquates à destination de ces groupes et des recommandations pour réduire certaines émissions ».
- Seuil d'alerte : « niveau au-delà duquel une exposition de courte durée présente un risque pour la santé de l'ensemble de la population ou de dégradation de l'environnement, justifiant l'intervention de mesures d'urgence ».

Dans le cadre de ce dispositif, la Métropole souhaite inciter la population à utiliser le transport en commun au travers de deux actions :

- le ticket unité permettra de voyager la journée
- les parkings relais seront gratuits lors d'une alerte pollution.

La Métropole compensera le Délégué de la perte de recettes liée à la mise en œuvre de ces mesures à raison de 5 000 € par jour du lundi au samedi. Le Délégué ne réclamera aucune compensation au titre du dimanche et jour férié.

Cette compensation sera versée au Délégué lors de l'établissement de la facture définitive suivant le nombre de jour où le dispositif aura été déclenché.

ARTICLE 7 : Câblage billettique des véhicules

Dans le cadre des modifications d'offre liées aux travaux BHNS et aux modifications pérennes du réseau (avenant 8), des véhicules supplémentaires sont nécessaires à l'exploitation du réseau Aix-en-Bus. La billettique est un bien mis à disposition du Délégué par la Métropole. La Métropole est en charge de la mise en œuvre de l'ensemble de la billettique, y compris le câblage de celle-ci.

La Métropole demande au Délégué, de manière exceptionnelle, de procéder au câblage des véhicules supplémentaires nécessaires au 1^{er} septembre 2017. L'impact de ces aménagements nécessaires à l'exploitation est de 12.700 € HT pour 13 véhicules.

ARTICLE 8 : Impact Tarification Métropolitaine

Dans le cadre de l'harmonisation de la tarification sur le territoire métropolitain, la Métropole décide de lancer au 1^{er} janvier 2018 un abonnement permettant de circuler sur l'ensemble des réseaux de la Métropole.

Ce nouvel abonnement vient compléter la gamme tarifaire de la Métropole. Le glissement tarifaire engendré sera sur des titres déjà compensés par la Métropole (Titres hebdomadaires CARTREIZE et mensuel TER).

Il n'y a aucun impact financier de cette mesure. L'impact de ce nouveau titre sur l'engagement de recettes du Délégué est synthétisé sur le tableau ci-dessous :

	2018	2019 (premier trimestre)
Compensation Titres hebdomadaires CARTREIZE	-20000	-5000
Compensation Abonnement tous réseaux métropolitains	20000	5000
Total impact compensations	0	0

ARTICLE 9 : Créations de nouveaux produits :

- Trock-it jeune plus : Dans le cadre de lutte contre la fraude et de fidélisation de nos clients, le TROCK-IT a été mis en place sur le réseau Aix-en-Bus. Il permet à un fraudeur de changer son PV en abonnement soit en 3 mois d'abonnements mensuel, ou un abonnement annuel (jeune + ou tout public). Pour rappel, il doit s'acquitter des frais de dossier à 5€ et de du coût unitaire de création de carte s'il n'est pas titulaire d'une carte Pass Provence.

Après mise en œuvre de cette mesure il est nécessaire de prévoir un nouveau produit permettant :

- à un jeune sans titre de transport de changer son PV en abonnement jeune + : le trok-it Jeune Plus
- Extension abonnement scolaire à jeune + : il est nécessaire de prévoir un produit permettant à un client ayant son abonnement scolaire de passer en cours d'année à un abonnement jeune + qui lui permet de circuler sur l'ensemble des lignes durant toutes les périodes. Il est donc convenu de créer un titre extension jeune + d'une valeur unitaire de 50 € (ou 100 €- 50 € déjà réglé) correspondant à la différence entre l'abonnement jeune + et l'abonnement scolaire.

Ces mesures n'ont aucun impact financier sur l'engagement de recettes du délégué ou sur les charges.

Article 10 : Impact financier global

Sur la durée restante du contrat, l'ensemble des impacts financiers des éléments du présent avenant est récapitulé ci-dessous et représente une augmentation du chiffre d'affaires de 80 035 € (valeur avril 2011) et de 80 035€ (valeur avril 2011) pour la contribution forfaitaire. En conséquence, le tableau contractuel de l'article 34 de la convention devient :

TABLEAU CONTRACTUEL DE CALCUL DE LA CONTRIBUTION FORFAITAIRE (article 34 de la convention)

POSTE	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	CUMUL
Total des charges y compris résultat et aléas (A)	28 317 319	30 978 530	34 900 498	33 704 684	33 969 211	34 703 137	35 775 634	34 360 607	266 709 620
Montant prévisionnel de CET (B)	385 267	437 502	490 721	473 953	474 953	471 280	470 872	469 310	3 673 858
Montant prévisionnel de TS (C)	644 429	661 262	655 704	660 527	661 751	662 976	665 660	669 818	5 282 127
Dépenses forfaitaires (D) = A-B-C	27 287 624	29 879 765	33 754 073	32 570 204	32 832 507	33 568 881	34 639 101	33 221 479	257 753 635
Recettes commerciales forfaitaires (E)	4 584 331	4 620 755	4 306 656	4 968 078	5 505 975	5 522 037	5 155 751	5 528 940	40 192 524
Recettes annexes forfaitaires (F)	487 601	542 325	514 199	510 533	501 111	501 841	502 617	503 450	4 063 677
Compensations tarifaires (G)	871 721	877 465	864 696	987 287	1 051 813	1 163 314	1 295 443	1 342 535	8 454 276
Engagement de recettes (H) = E+F+G	5 943 654	6 040 546	5 685 550	6 465 898	7 058 899	7 187 193	6 953 812	7 374 925	52 710 476
Contribution forfaitaire (CF) = D - H	21 343 970	23 839 220	28 068 523	26 104 307	25 773 608	26 381 688	27 685 290	25 846 554	205 043 159

ARTICLE 11 : Entrée en vigueur

Le présent avenant à la Convention de Délégation de Service Public entre en vigueur à la date de sa notification par la Métropole Aix-Marseille Provence à Keolis Pays d'Aix.

ARTICLE 12 : Stipulations diverses

L'ensemble des clauses de la Convention de Délégation de Service Public, des annexes et des avenants n°1 à 8 non modifiées par le présent avenant et non contraires à celui-ci demeurent applicables.

ARTICLE 13 : Exécution du présent avenant

Le présent avenant sera exécuté, pour ce qui les concerne, par Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence ainsi que par Monsieur le Directeur de Keolis Pays d'Aix.

Fait à Aix-en-Provence, le [...]

En deux exemplaires originaux.

Pour la Métropole Aix-Marseille Provence,
Le Président,

Pour la société Keolis Pays d'Aix,
La Gérante,